

Marché n° 25-002 Lot 1

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**Mission de contrôle technique  
pour le réaménagement des espaces de travail sur le site du CNED à Toulouse  
occupé par Réseau Canopé et le CNED**

### **Mission**

**L - SEI - AV - Suivi HAND – Attest HAND – VIEL - GTB (en PSE1)**

Établissement public national à caractère  
administratif régi par les articles D 314-70  
et suivants du code de l'éducation  
Siret 180 043 010 01485

1, avenue du Futuroscope  
Téléport 1 – Bâtiment @4 – CS 80158  
86961 FUTUROSCOPE Cedex

## Article 1 - Conditions d'exécution des prestations

### 1-1-Lieu d'exécution et contexte

L'opération consiste en la réhabilitation intérieure des espaces actuels du CNED situé 3 Allée Antonio Machado 31051 Toulouse

Mission de Coordination SPS de catégorie 2, portant sur le réaménagement des espaces de travail des services de l'unité opérationnelle Cned-Ecole de Toulouse et sur l'installation des services de Réseau Canopé (Direction Territoriale et Atelier) sur cette implantation afin de mutualiser l'occupation.

Vous trouverez pour affiner votre devis l'étude de Space-Planning réalisé par la société KARDHAM et qui sera repris par l'équipe de Maitrise d'Œuvre qui aura la charge de cette opération et dont le marché devrait être notifié fin 2024.

Cout estimatif travaux : 3 100 000 € HT

Planning prévisionnel : Etude conception / 1er semestre 2025

Travaux : durée environ 10/12 mois (juillet 2025 à juin 2026) au total avec phase anticipée du DCE pour le désamiantage.

Travaux réalisés en site semi occupé : l'ensemble de la zone travaux du bâtiment A sera bien entièrement libéré durant les travaux, l'ensemble des occupants actuels du CNED étant rapatrié sur le niveau 1 du bâtiment B mais des interactions de flux avec les zones non impacté par les travaux resteront possibles (zone technique, zone archive UTC en noyau central, ...) avec potentiellement si cela est possible libération de zones à l'avancement des travaux pour favoriser notamment les flux.

Aucune modification de rémunération si dépassement inférieur à +/- 30% de l'estimation financière ou du délai prévisionnel travaux.

Le marché est réalisé en groupement de commande. Le prestataire présentera donc à chaque avancement 2 factures. Une pour le CNED à hauteur de 66% et l'autre pour Canopé à hauteur de 343%.

## 1-2-Remise des documents

Tous les documents devront être fournis :

- sous forme informatique exclusivement : la transmission par e-mail devra être possible sous forme de fichier au format PDF.

Les délais maximaux à l'issue de chaque prestation des cinq phases de la mission du contrôleur sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

| Phases  | Délais maximaux de remise des documents  |
|---|--|
| <b>Phase 1 - Conception</b>   |  |
| Examen des documents Avant-Projet   | 1 semaine à remise de l'AVP par le maître d'œuvre  |
| Validation notices sécurité et d'accessibilité  | 1 semaine à la remise de la notice lors du dépôt des autorisations d'urbanisme   |
| Examen des documents PRO, établissement des rapports initiaux   | 2 semaines à la remise du PRO par le maître d'œuvre  |
| <b>Phase 2 – Exécution</b>  |  |
| Examen des documents d'exécution fournis par les entreprises et/ou la maîtrise d'œuvre  | 5 jours calendaires à compter de la réception des documents  |
| Participation aux réunions de mise au point technique   | Compte rendu dans les trois jours ouvrés suivant ces réunions  |
| <b>Phase 3 – Réalisation</b>  |  |
| Visites de chantier   | Compte rendu dans les 3 jours ouvrés suivant ces visites   |
| Visites inopinées de chantier   | Compte rendu dans les 3 jours ouvrés suivant ces visites   |
| Synthèse des avis   | 1 semaine à compter de la demande du maître d'ouvrage  |
| Réunions de chantier  | Compte rendu dans les 3 jours ouvrés suivant ces réunions  |
| <b>Phase 4 – Réception</b>  |  |
| Etablissement des rapports finaux   | 3 semaines avant la Commission de sécurité ou 2 semaines à compter de la prononciation de la réception par le maître d'ouvrage |
| Etablissement de fiches de levées de réserves   | 2 semaines à compter de la levée des réserves  |
| Participation aux visites de réception effectuées par la commission de sécurité   | Compte rendu dans les 3 jours ouvrés   |
| Participation à la réception des travaux  | Compte rendu dans les 3 jours ouvrés   |
| Etablissement des attestations (de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées, conformité RT2012, conformité électrique ...) | 1 mois à compter de la date d'achèvement ou de la réception partielle des travaux  |
| <b>Phase 5 - Garantie de parfait achèvement</b>   |  |
| Etablissement de fiches de levées de réserves<br>Examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant fait l'objet de travaux                 | 1 semaine après l'exécution des travaux  |

|   |  |
|---|--|
| effectués pendant la période de garantie de<br>parfait achèvement |  |
|---|--|

### **1-3- Conditions d'exécution du contrôle**

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999 et la norme NF P 03-100. La mission du contrôleur technique comporte les 5 phases suivantes :

- Phase 1 : examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport initial de contrôle technique ;
- Phase 2 : examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants ;
- Phase 3 : examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants comprenant présence chantier par visite hebdomadaire de chantier et participation mensuelle aux réunions Maîtrise d'œuvre / Maîtrise d'ouvrage ;
- Phase 4 : établissement du rapport final de contrôle technique avant réception + remise des attestations handicapés, d'un rapport initial électrique + CONSUEL et enfin d'un RVRAT ;
- Phase 5 : examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les actes techniques correspondant à chacune de ces phases sont mentionnés à l'annexe B du décret n°99-443 du 28 mai 1999.

En outre, les conditions suivantes seront appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaire à son intervention, il est tenu de le signaler au maître d'ouvrage ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au maître d'ouvrage les essais qu'il estimerait nécessaires ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le maître d'ouvrage prendra les dispositions nécessaires pour :
  - informer, dès l'origine, les maître d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
  - donner au contrôleur technique copie des autorisations administratives.

### **1-4-Responsable technique du contrôle**

Dès la notification du présent marché, le Contrôleur Technique désigné au marché par le prestataire prendra contact avec le Maître d'Ouvrage afin de pouvoir disposer de tous les documents afférents à la phase en cours.

Le changement de Contrôleur Technique référent devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur et devra être justifié en termes d'équivalence de qualifications et d'expériences. Cette modification pourra être refusée par le Maître d'Ouvrage.

## **1-5-Modalités d'exécution**

### **1-5-1-Modalités pratiques d'exécution**

- ⇒ Pour la phase de travaux, le contrôleur technique assurera autant de visites que nécessaires sur le chantier et assistera le maître d'Ouvrage lors d'éventuelles réunions techniques suite à des avis suspendus ou défavorables.
- ⇒ Le contrôleur technique rend compte de son intervention.
- ⇒ Le contrôleur technique s'engage à assister le maître d'ouvrage lors des opérations de réception et de levée de réserves éventuelles. De plus le contrôleur technique devra participer aux réunions, à la demande du maître d'ouvrage, dans le cadre de la garantie de parfait achèvement si des malfaçons sont constatées dans ce délai.
- ⇒ Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne la ou les personnes qualifiées pour signer les avis prévus à l'article 10 du CCTG.

### **1-5-2-Les différents actes**

Pour remplir sa mission, le contrôleur technique est tenu d'accomplir un certain nombre d'actes en conformité avec les articles 10 et 11 du CCTG, ceux-ci relevant des deux catégories suivantes :

- Actes Techniques
- Actes d'Information

L'ensemble des Avis ou Rapports sera réalisé de façon écrite et dactylographié avec transmission par voie électronique.

#### **Actes techniques :**

Il s'agit de l'examen critique :

- Des documents, plans notes de calcul et dessins définissant les produits, les ouvrages et équipements ainsi que les niveaux de performance attendus de ceux-ci.
- Des dispositions prises par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 du code civil afin de s'assurer qu'ils effectuent de manière satisfaisante les vérifications techniques qui leur incombent.
- Des ouvrages et équipements réalisés, et de la prise en compte des certificats ou procès-verbaux d'essais relatifs aux matériaux, composants ou équipements.

Pour que l'objectif de prévention fixé au contrôle technique puisse être atteint, les actes techniques du contrôleur ne peuvent se limiter à l'examen critique de documents réputés achevés ou d'ouvrages et équipements dont la réalisation est terminée.

Au contraire ces actes doivent s'échelonner tout au long des trois phases suivantes que sont :

- Le contrôle de documents de conception.
- Le contrôle de documents d'exécution.
- Le contrôle sur chantier de la réalisation des ouvrages et des équipements.

L'examen critique doit s'exercer de façon interactive avec la réalisation des prestations des divers constructeurs.

Cela nécessite que le contrôleur technique participe à des réunions de mises au point techniques avec le maître d'ouvrage et ses assistants, les architectes, les bureaux d'études, les ingénieurs-conseils, les coordinateurs, les entrepreneurs, les fabricants, lors du choix des principales options.

Le respect de cette condition est indispensable pour contribuer à la réalisation des ouvrages dans les conditions prévues de niveau techniques, de coûts et de délais.

Les avis formulés devront lister complètement les documents analysés en indiquant leur indice de révision, la date d'élaboration, la date de réception par le prestataire.

Ils devront indiquer précisément par document, en cas d'avis suspendus ou défavorables, les éléments posant problèmes.

### **Actes d'informations :**

Il s'agit des avis exprimés au maître d'ouvrage pour lui rendre compte de l'examen critique effectué et de lui faire connaître l'avis du contrôleur technique, eu égard à la prévention des aléas techniques sur :

- La conception du projet
- Sa définition précise en vue de l'exécution
- La réalisation (fourniture et mise en œuvre) des ouvrages et équipements
- Le résultat des vérifications finales

Outre les différents rapports d'étape ou comptes rendus établis tout au long de sa mission, le contrôleur technique rend compte de son intervention dans 4 rapports principaux :

**Le rapport provisoire** de contrôle technique sur la conception des ouvrages : ce rapport fondé sur l'examen des études d'avant-projet réalisées par la maîtrise d'œuvre a pour objectif principal de prévenir les aléas relatifs à la sécurité incendie et de s'assurer que l'opération projetée aura pris en compte l'accessibilité de l'immeuble aux personnes handicapées. A second titre ce rapport devra indiquer de façon sommaire et synthétique les conditions à réunir pour le respect des performances attendues dans les domaines thermique et acoustique, dès lors que la mission du contrôleur technique porte sur ces domaines. Ce rapport doit être transmis au maître d'ouvrage dix jours après la transmission de l'étude d'avant-projet pour permettre le dépôt du permis de construire par le maître d'ouvrage.

**Le rapport initial** de contrôle technique relatif au contrôle des documents de conception et l'avis initial relatif à l'accessibilité : ce rapport doit être adressé au maître d'ouvrage avant diffusion du dossier de consultation des entreprises (DCE).

A l'issue de la période de mise au point des marchés, le contrôleur technique adressera un complément à ce rapport pour tenir compte des éventuelles modifications apportées par les entrepreneurs. Ce complément de rapport devra être transmis au maître d'ouvrage au plus tard avant le lancement de la période de préparation de chantier.

**Le rapport final** de contrôle technique (relatif à la totalité de la mission) : il doit être adressé au maître d'ouvrage avant la réception. Il doit en particulier récapituler les observations formulées par le contrôleur technique et qui, à sa connaissance n'ont pas été suivies d'effet. Ce rapport sera complété dans un second temps sur demande du



maître d'ouvrage à partir des informations complémentaires éventuellement transmises par lui.

**L'attestation finale d'accessibilité** : elle doit être adressée au maître d'ouvrage dans les 3 semaines suivant la réception. Cette attestation sera complétée si nécessaire dans un second temps par une attestation finale après levée des avis restants.

### **1-5-3- Eléments soumis au contrôle**

- En complément de l'annexe B du décret 99-443 du 28 mai 1999 il est précisé :
- Pour l'exercice de sa mission, le contrôleur technique doit contrôler tous les documents spécifiques à l'opération qui lui sont soumis qu'il s'agisse de documents d'étude de conception (Avant Projet, projet DCE) des documents relatifs au marché de travaux, des documents d'exécution. Sans que cette liste soit exhaustive, ces documents comprennent tous les plans, devis descriptifs, notes de calcul, certificats et attestation, PV d'essais, rapports, etc....
- Par ailleurs pendant la réalisation des ouvrages, le contrôleur technique doit mener par des moyens qui lui sont propres, tout contrôle permettant de contribuer à prévenir les aléas techniques. Il est précisé à cet égard que même lorsque les entrepreneurs ont mis en place des méthodes d'autocontrôle, il appartient au contrôleur technique de s'assurer par des moyens qui lui sont propres de l'efficacité de l'autocontrôle des entrepreneurs.
- Enfin, le contrôleur technique sera invité à participer à la lecture concertée des pièces dudit marché, notamment pendant la phase de préparation de chantier. Les aléas techniques que le contrôleur technique doit contribuer à prévenir sont ceux faisant partie des éléments de missions qui lui sont confiés.

**Hormis les plans supérieurs au format A3 qui pourront sur demande être transmis au format papier, l'ensemble des autres documents pour analyse pourront être transmis par email au format numérique et cela dans un souci de rapidité de traitement et également de développement durable en évitant les impressions systématiques. Le prestataire pourra réaliser ou en demander l'impression mais cela a ces frais.**

### **1-6- Présence du prestataire lors des différentes phases et prestations attendues**

Le nombre de présence aux réunions est un nombre minimum, il appartient au prestataire de définir le nombre de visites nécessaires à la réalisation de sa mission.

Il est inclus également dans la prestation pour chaque phase autant d'échanges visio, téléphonique ou email que nécessaire sur sollicitation directe du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'œuvre et des entreprises en phase travaux, avec établissement à la demande d'un CR ou Avis transmis par email.

Le type et nombre de documents demandés n'est pas une liste exhaustive, il appartient au prestataire de définir le nombre et le type de documents nécessaires à la réalisation de sa mission.

#### **1-6-1- Phase Etude Conception - Avant-Projet (phase n°1)**

⇒ **Présence aux réunions**

Il sera demandé au minimum une présence en réunion DIAG/ESQ et une en AVP + 1 réunion intermédiaire au besoin.

⇒ **Documents transmissibles :**

- Un rapport d'analyse pour chacun des dossiers d'étude reçus
- Un rapport suite à chaque réunion de participation
- Un avis écrit sur l'ensemble des documents ou demandes transmis par les différents intervenants.
- Assistance éventuelle à l'élaboration de la notice de sécurité établi par le Maître d'œuvre
- Avis sur la notice d'accessibilité établie par le Maître d'œuvre et assistance pour l'élaboration d'un dossier de dérogation si nécessaire.
- Attestation de conformité à la réglementation thermique en vigueur

### **1-6-2- Phase Etude Conception - PROJET / DCE**

⇒ **Présence aux réunions :**

Il sera demandé au minimum 2 présences pour la phase PRO

⇒ **Documents transmissibles :**

- Un rapport suite à chaque réunion de participation
- Un avis écrit sur l'ensemble des documents ou demandes transmis par les différents intervenants.
- Elaboration du Rapport Initial qui sera joint au DCE
- Avis initial sur l'accessibilité
- Avis sur demande des variantes proposées par les entreprises et acceptées par le Maître d'œuvre.

### **1-6-3- Phase Exécution / Réalisation (phase 2 et 3)**

⇒ **Présence aux réunions :**

Il sera demandé au minimum :

- Participation à la première réunion de signature des marchés et lancement des travaux
- Participation à une réunion de chantier dans sa globalité à raison d'au minimum 1 fois par mois ou suite à convocation par le MOa et/ou le MOe.
- Participation à la réunion mensuelle Moa / Ingénierie durant la globalité des travaux.
- Réalisation des visites techniques nécessaires à sa mission (fondations, élévations, hors d'eau, hors d'air, vérification installation électrique et incendie, ...) à raison d'une visite par mois minimum, et autant que nécessaire, en plus de la réunion de chantier obligatoire et pas la même semaine.
- Les visites nécessaires, afin de lever les avis suspendus, lors d'un contrôle après réalisation

⇒ **Documents transmissibles :**

- Les avis sur l'ensemble des plans d'exécution et de synthèse transmis par la MOe.
- Les avis sur l'ensemble des documents (plans de chantier, PV matériaux, ...) transmis par les entreprises.
- Les avis lors de chaque participation à réunion de chantier, visite technique ou visite inopinée.
- Les avis de suivi en vue de l'établissement de l'attestation accessibilité.

- Un avis écrit sur l'ensemble des documents ou demandes transmis par le Moa ou le MOe.
- Transmission tous les 2 à 3 mois d'un rapport récapitulatif faisant apparaître de façon exhaustive la liste des avis suspendus ou défavorables non levés et la liste des documents non transmis.
- Sur demande du MOa, en fin de prestation, fourniture d'un avis récapitulatif sur chaque lot séparé précisant s'il reste pour ce lot des avis à lever ou document manquant.

### 1-6-4- Phase Réception et GPA (phase 4 et 5)

⇒ **Présence aux réunions :**

Il sera demandé au minimum :

- Présence aux Opérations Préalables à la Réception
- Présence et Assistance lors de la commission de sécurité
- Participation à 2 réunions de fin de levée de réserve
- Participation à la demande du Maître d'Ouvrage à des réunions techniques en cas de sinistre arrivant lors de la GPA.

⇒ **Documents transmissibles :**

- Les documents nécessaires à la Commission de Sécurité (RVAT, Solidité, ...).
- Le Rapport Final initial à établir avant la réception.
- L'attestation de conformité pour le Consuel
- Le Rapport final de conformité électrique
- L'ensemble des avis sur les documents transmis entre la réception et la levée de toutes les réserves.
- Le Rapport final complémentaire après la levée des réserves.
- L'attestation finale d'Accessibilité initiale.
- L'attestation finale d'Accessibilité sans réserve.
- Les avis suite aux demandes du Maître d'Ouvrage en cas de sinistre apparu lors de la GPA et la mise à jour du Rapport Final si nécessaire.

Format et support choisis pour la remise des rapports et avis :

Les documents sont remis au maître d'ouvrage sur le support suivant :

- 1 exemplaire numérique par email

Les documents sont remis aux différents intervenants sur le support suivant :

- 1 exemplaire numérique par email

Les formats numériques sont \*.pdf et/ou \*.doc et/ou \*.xls pour les pièces écrites  
\*.pdf pour les pièces graphiques

### 1-7- Obligations du contrôleur

- 1) Le contrôleur technique s'engage à accomplir tous les actes qui apparaissent nécessaires, compte tenu des natures et domaines d'intervention qui lui sont confiés par le présent contrat, pour mettre en garde le pouvoir adjudicateur contre les conséquences fâcheuses de dispositions prises par l'entrepreneur pour assurer la qualité de l'exécution. Le contrôleur est juge, sous sa responsabilité, du caractère de nécessité des actes en cause.  
Ces actes comprennent en tout premier lieu l'évaluation technique du projet par rapport aux dispositions des documents réglementaires et normatifs existants.
- 2) D'une manière générale, le contrôleur technique doit examiner les dispositions prises, les calculs effectués et les plans fournis par tous les intervenants dans la conception et la réalisation de l'ouvrage.
- 3) Tout au long de la conception, jusqu'aux et y compris les calculs et détails d'exécution, les interventions du contrôleur technique comportent

l'examen critique des documents, pièces écrites ou dessins fournis par les constructeurs, par leurs sous-traitants et éventuellement par les fabricants d'équipements rendus solidaires par l'article 1792-4 du code civil et en particulier :

- ✓ Examen des dispositions du programme pouvant avoir une incidence d'ordre technique sur les ouvrages et les équipements ;
- ✓ Examen des hypothèses retenues pour la détermination des caractéristiques techniques des ouvrages et des éléments d'équipements soumis au contrôle et destinés à la consultation des entreprises ;
- ✓ Examen des conditions d'appels d'offres pouvant avoir une incidence d'ordre technique sur les ouvrages et les équipements notamment la qualification exigée pour les entreprises ;
- ✓ Examen des modifications apportées au dossier d'appel d'offres et retenues par la maîtrise d'ouvrage.

Ces examens et vérifications se concrétisent par des avis rédigés dans une forme accessible au pouvoir adjudicateur à qui ils sont destinés et signés par le responsable technique en charge du projet.

Si le contrôleur technique n'a pas eu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur.

- 4) L'intervention du contrôleur technique pendant l'exécution des travaux comporte autant de visites de chantier qu'il est nécessaire pour renseigner le pouvoir adjudicateur sur le respect, par les entreprises, des clauses concernant le calcul, le dessin des détails d'exécution, sur la qualité de l'exécution et les dispositions prises pour l'assurer, notamment lors des phases particulièrement importantes de celle-ci.

La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction a été normalement surveillée et qu'elle est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estime nécessaires.

Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération. Si ce responsable n'est pas la personne désignée au contrat, il opère sous la responsabilité personnelle et par délégation de cet agent désigné.

Le contrôleur, informé de la date à laquelle il est procédé aux opérations préalables à la réception, fournit avant cette date au pouvoir adjudicateur, un rapport récapitulatif signalant en particulier ceux des avis qui n'ont pas été suivis d'effet.

- 5) Durant la période de parfait achèvement qui suit la réception, le contrôleur continue à fournir ses avis comme ci-dessus. A la fin de cette période, il établit un dernier rapport récapitulatif.
- 6) Pour ce qui concerne la sécurité des personnes, le contrôleur technique donne son avis sur l'application des divers règlements de sécurité. Lorsque de tels règlements n'existent pas, il attire l'attention de la personne publique sur les dispositions du projet qui risquent de mettre en cause la responsabilité du maître d'ouvrage et des constructeurs en cas d'accidents corporels survenant aux occupants.

- 7) Le contrôleur technique doit dans ses avis, se référer aux documents relatifs au domaine de la construction (ou motiver les raisons pour lesquelles il s'en écarte) tels que :
- ✓ Textes législatifs et réglementaires,
  - ✓ Fascicules du Cahier Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux
  - ✓ Textes techniques de caractère normatif suivants :
    - Normes françaises, y compris les normes européennes transposées
    - Règles et prescriptions techniques DTU,
    - Avis techniques, appréciations techniques d'expérimentation et agréments techniques européens,
    - Règles professionnelles dans les domaines non couverts par les textes précités.

Toutefois, dans les domaines où il n'existe pas de règles ou de connaissances précises, il est admis que dans ses avis le contrôleur se borne à attirer l'attention du pouvoir adjudicateur sur les risques encourus.

- 8) Le contrôleur technique s'engage à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en œuvre les moyens qui permettent d'éviter autant que faire se peut les surcoûts et les retards évitables qui peuvent découler de son intervention.

**En cas d'avis suspendus ou défavorable sur un problème technique en rapport avec la réglementation, le contrôleur devra faire preuve de proposition afin de trouver des solutions permettant de résoudre ces problèmes.**

Il assistera le Maître d'Ouvrage, avec un rôle de conseil et force de proposition, lors d'éventuelles réunions techniques visant à lever des avis suspendus et/ou défavorables et cela autant de fois que nécessaire.

Afin de palier à certaines situations ne pouvant respecter la réglementation ou les PV en vigueur, mais qui pour autant ne vont pas à l'encontre de ces éléments, il pourra être fait référence à des Avis de Chantier permettant ainsi tant que possible de lever les avis correspondants.

- 9) Il est interdit au contrôleur technique de participer à la conception des ouvrages, à l'exécution des travaux, à leur métré, et de donner des ordres aux constructeurs. Cette disposition ne fait pas obstacle à la proposition de solutions par ce dernier pour contribuer à la résolution de problèmes techniques, tant en phase de conception que d'exécution.

**Outre son rôle de contrôle des ouvrages conformément à la réglementation, il est demandé au contrôleur technique de jouer un réel rôle de conseil et d'assistance auprès du Maître d'Ouvrage tout au long de l'opération afin de :**

- l'alerter au maximum au préalable pour anticiper certains problèmes et/ou non-conformité au final
- être force de proposition lors de problèmes techniques nécessitant soit une adaptation voire une dérogation pour y remédier.

**Il est demandé à la réception de l'ouvrage un rapport final vierge sans devoir pour autant augmenter les délais de chantier et/ou alourdir le coût financier.**

**En aucun cas son rôle ne devra être seulement un rôle de contrôle  
... mais un réel rôle de conseil et d'assistance auprès de tous les intervenants.**